

## Interview de Domitien Ndayizeye sur RFI : « Le risque de la contestation est possible !

»

RFI, 15-05-2020 PrÃ©sidentielle au Burundi : pour Domitien Ndayizeye, « depuis 2005, c'est le dÃ©ni de l'accord d'Arusha » Sept candidats sont en lice pour la prÃ©sidentielle de mercredi prochain, le 20 mai, au Burundi. La campagne se termine ce dimanche 17 mai. RFI donne la parole Ã l'ensemble des candidats. Domitien Ndayizeye, soutenu par la coalition Kira Burundi, nous prÃ©sente son programme. RFI : Quelles sont vos principales prioritÃ©s, si vous Ãªtes élu ?

Domitien Ndayizeye : Mes principales prioritÃ©s, c'est le combat contre la pauvretÃ©. C'est le combat contre la violation des droits de l'homme, c'est le retour des libertÃ©s publiques, d'une rÃ©elle dÃ©mocratie dans le pays. Pour vous, l'accord d'Arusha signÃ© en l'an 2000 et qui a dÃ©bouchÃ© sur une rÃ©conciliation nationale a disparu aujourd'hui. Exactement. Ce que l'accord d'Arusha consacre la dÃ©mocratie, et la dÃ©mocratie consacre le multipartisme. Ce que constatons depuis 2005, c'est l'intolÃ©rance envers les autres formations politiques, notamment Ã travers les Imbonerakwe, mais Ã©galement Ã travers le refus de l'acceptation des Ã©lÃ©ments des autres formations politiques, non seulement dans les institutions de la RÃ©publique, mais aussi dans les activitÃ©s Ã©conomiques du pays, notamment au niveau de l'emploi, et tout cela, pour moi, consacre le dÃ©ni de l'accord d'Arusha. Cela a conduit le Burundi vers le dÃ©clin, non seulement Ã©conomique, mais aussi le dÃ©clin politique, donc l'absence de cette symbiose que l'accord d'Arusha a voulu de long temps et qu'il a nommÃ©ment appelÃ© la rÃ©conciliation. Vous dites qu'il faut en finir avec le systÃ©me Nkurunziza, pourquoi ne pas avoir choisi de rallier Agathon Rwaso, le leader de l'opposition ? L'opposition n'aura-t-elle pas Ã©tÃ© forte si elle Ã©tait unie ? Vous savez, chacun a sa politique. De toutes les faÃ§ons, si tout le monde vote contre les institutions de la RÃ©publique actuelle, ils n'auront pas cette majoritÃ©. Donc mÃªme s'il vient un deuxiÃ©me tour, c'est Ã©galement un moment que nous pourrions envisager un report de voix sur une personne de notre choix. Est-ce que vous Ãªtes inquiet aujourd'hui ? Je ne suis pas content du climat qui prÃ©vaut aujourd'hui. Parce que, d'abord, il y a une certaine incohÃ©rence entre certaines formations politiques. La Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante ne remplit pas toutes les exigences recommandÃ©es par la loi, notamment la publication de la liste des Ã©lecteurs. Elle n'est pas neutre, selon vous ? Non, elle ne l'est pas. Je m'excuse beaucoup, mais elle ne l'est pas, au point que les gens, aujourd'hui, considÃ©rent les commissions antÃ©rieures par rapport Ã celle-ci. Et croyez-vous que ce scrutin sera Ã©quitable ? Je serais bien Ã©tonnÃ© que le scrutin soit Ã©quitable, mais au niveau politique, au Burundi, nous estimons qu'il est beaucoup plus dommageable de ne pas participer aux Ã©lections aujourd'hui. Et nous considÃ©rons que y participer permet de mettre en Ã©vidence beaucoup de lacunes qui ont Ã©tÃ© cachÃ©es dans les pÃ©riodes antÃ©rieures. Je suis certain que cela met Ã l'Ã©preuve le pouvoir Ã©galement. C'est mieux que la chaise vide ? Absolument. Je crois que nous avons perdu beaucoup de temps avec les absences des pÃ©riodes antÃ©rieures. Quels sont les risques ? Que redoutez-vous pour le Burundi ? Le risque de la contestation est possible. Malheureusement, nous avons une CÃ©ni comme je vous l'ai dit, qui n'est pas neutre, et cela risque de plonger le Burundi dans une pÃ©riode incertaine, si jamais cette commission continue Ã travailler comme nous le constatons aujourd'hui.

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});